



Adenauer, Konrad (1876-1967)

☞ Adenauer étudie le droit et l'économie politique et devient maire de Cologne en 1917, puis président du *Land* de Prusse en 1920. Il s'oppose sous la République de Weimar° à la centralisation prussienne, prônant une organisation fédérale des pouvoirs. L'arrivée de Hitler° à la tête du pays en 1933 met fin à ses mandats. En retrait pendant la période du nazisme°, la fin de la Seconde Guerre mondiale° lui permet de reprendre son action politique.

Il promeut alors une « économie sociale de marché » au sein de la CDU (Démocratie chrétienne° allemande) qu'il conduit au rang de première force politique allemande. En 1949, il est élu de justesse premier chancelier de la RFA. 14 ans à ce poste, il ancre la République fédérale d'Allemagne dans le camp atlantique et se montre fervent défenseur de la construction européenne qui lui apparaît comme le seul moyen pour l'Allemagne de retrouver sa place et son influence. Il apporte ainsi un soutien immédiat au plan Schuman de création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier dès 1951 et appuie ensuite les divers projets communautaires (CED°, CEE°) assurant à la RFA le retour à une pleine souveraineté au sein des institutions européennes. Se rapprochant de De Gaulle° – l'image d'un « couple » franco-allemand s'impose dans les médias – il fait de cette amitié, scellée par le traité de l'Élysée (janvier 1963), le moteur de la construction européenne, avant de quitter ses fonctions quelques mois plus tard à 87 ans.

Aéronautique

☞ Après la conquête des airs lancée par quelques précurseurs intrépides, les avancées les plus importantes sont dues aux applications militaires et c'est seulement après 1950 que l'aviation commerciale satisfait et accroît l'aspiration du plus grand nombre à voyager loin.

Le premier vol motorisé est dû à Clément Ader (1890 ou 1897) et le premier virage contrôlé aux frères Wright (1904). Une fois les techniques de base

grossièrement maîtrisées, les progrès s'accroissent : Blériot traverse la Manche en 1909, montrant le potentiel militaire de l'aviation. L'avion devient une arme en 1911 lors de la guerre italo-turque en Tripolitaine.


Au cours de la Première Guerre mondiale°, les appareils se montrent plus performants et plus sûrs. Ils servent à la reconnaissance (remplaçant les ballons), au bombardement (manuel) et à la chasse. La paix signée, les pilotes se reconvertissent dans le transport du courrier et des marchandises. Des avions spécifiquement conçus à cet effet apparaissent dans les années 1920, tandis que naissent les premières compagnies aériennes. C'est l'époque des records et des grandes traversées (Lindbergh relie New York à Paris en mai 1927). À partir de 1935, les pays industrialisés développent des avions militaires (ou civils facilement convertibles) plus lourds et au rayon d'action plus long. Des lignes régulières sont ouvertes, pour le transport du courrier ou des passagers.

L'aviation joue dans la Seconde Guerre mondiale° un rôle central. Les chasseurs-bombardiers *Stuka* contribuent aux victoires du *Blitzkrieg*°. Les 600 *Hurricane* et *Spitfire* de la *Royal Air Force*, profitant de l'invention du radar, tiennent tête aux 3 000 appareils de la *Luftwaffe* mais n'empêchent pas les bombardements massifs de Coventry, première ville rasée par une attaque aérienne, ou de Londres (notamment par les bombes volantes V1 et V2 qui ouvrent l'ère de l'aéronautique) auxquels répondront ceux des villes allemandes jusqu'en 1945. Les Zéros japonais attaquent Pearl Harbor° et la guerre du Pacifique est largement affaire de porte-avions. Elle se conclut par le largage des bombes atomiques depuis des B-29 *Superfortress* américains. Dans les conflits ultérieurs, l'avion remplit des missions logistiques, stratégiques et tactiques. Dans ses fonctions de transport et d'attaque, il est secondé par l'hélicoptère, notamment lors des guerres du Viêtnam° et du Golfe°.

En Europe comme aux États-Unis, l'industrie aéronautique financée par les fonds publics devient pendant les trente Glorieuses° un ressort de la croissance économique et du prestige national, comme le sont les compagnies aériennes nationales. L'Américain Boeing développe les 707 puis 747, gros porteurs longs courriers qui abaissent les coûts et démocratisent l'aviation civile. Les Franco-Britanniques mettent au point la Caravelle (1959) puis le Concorde (1976) dont l'échec commercial montre que la vitesse n'est pas gage de rentabilité. Le consortium franco-germano-italo-espagnol Airbus est créé en 1974. Boeing et Airbus se partagent le marché de l'aviation civile de la fin du siècle, selon un modèle de croissance axé sur l'abaissement des coûts : on passe ainsi de 400 millions de passagers par an au début des années 1970 à 1 600 millions trente ans plus tard.

L'aviation militaire est dominée par l'industrie américaine qui bénéficie d'un soutien gouvernemental sans faille et possède une avance technologique considérable (avions sans pilote, furtivité) face à la concurrence (Dassault pour la France, Sukhoi en Russie).

Affaire Dreyfus

 Crise majeure de la III^e République, elle révèle et génère des clivages structurant la première moitié du XX^e siècle.

Une affaire d'espionnage

En 1894, les services secrets français interceptent un bordereau dans lequel un officier français propose de livrer des secrets militaires à l'ambassade allemande. L'enquête de l'armée accuse le capitaine Dreyfus, issu d'une influente famille de la bourgeoisie juive, qui passe en conseil de guerre, est dégradé et envoyé au bagne. Dreyfus clame son innocence, soulignant les zones d'ombre de son procès, notamment l'utilisation par l'accusation de pièces secrètes. Ses proches se mobilisent et gagnent à leur cause un journaliste, Bernard Lazare. L'activité de ce dernier a d'abord peu d'écho. En 1896, cependant, le contre-espionnage révèle que l'auteur du bordereau pourrait être le commandant Esterhazy, ce qui stimule les partisans de la révision du procès de Dreyfus.

Dreyfusisme et antidreyfusisme

Des hommes politiques, souvent convaincus par Lazare – Jaurès^o, Clemenceau^o – ou des « intellectuels^o » (le terme apparaît à cette occasion) – Zola^o, Anatole France – militent pour la défense de Dreyfus au nom du droit à un procès équitable. À ces « dreyfusards » s'opposent des « antidreyfusards » – Maurras^o, Barrès, Déroulède – qui croient à la culpabilité de Dreyfus et voient dans sa défense un complot pour ternir l'honneur de l'armée. L'acquittement, en 1898, d'Esterhazy – auquel Zola répond par son « J'accuse » publié par *l'Aurore* de Clemenceau – suivi de la découverte du « faux Henry », du nom de son auteur, fabriqué après 1894 pour accabler Dreyfus, exacerbent les passions.

De l'affaire Dreyfus à « l'affaire »

L'affaire Dreyfus, bientôt « l'affaire », devient un affrontement dont l'enjeu dépasse la simple révision du procès : quand les dreyfusards développent les thèmes du républicanisme, de l'antimilitarisme et de l'anticléricalisme^o, les antidreyfusards prônent l'ultranationalisme, l'antiparlementarisme, l'antisémitisme^o ; le combat devient en effet celui des républicains contre la « réaction ».

Dans le camp des premiers, on trouve les mouvements politiques de gauche (socialistes et radicaux), la franc-maçonnerie°, ou la Ligue des droits de l'homme, créée pendant « l'affaire », tandis que se structure une nébuleuse réactionnaire, autour d'organisations créées en 1899 comme la Ligue de la patrie française ou l'Action française qui bénéficie du soutien de la majorité des catholiques.

Épilogue et prolongements

La victoire électorale des républicains en 1902 et la réhabilitation de Dreyfus en 1906, closent « l'affaire ». Cette crise est un moment fondateur : à gauche, elle a rapproché des mouvements épars et suscité un réflexe de défense républicaine, anticipation des stratégies de Front populaire° des années 1930. Chez les conservateurs, la victoire des dreyfusards a nourri un ressentiment profond contre la république qui s'exprime dans l'agitation des ligues° dans l'entre-deux-guerres et trouve son exutoire sous Vichy°.

Afro-Américains (États-Unis)

☞ Principale minorité ethnique en termes numériques, les Noirs (ou Afro-Américains) subissent des discriminations tout au long du XX^e siècle aux États-Unis.

Les Noirs sont victimes de la ségrégation, politique de séparation des communautés dans le sud du pays jusque dans les années 1960. Sa disparition (« déségrégation ») et la mise en place de l'*affirmative action* (qu'on traduit improprement par « discrimination positive »), destinée à leur être favorable, n'ont cependant pas abouti à un alignement du statut socio-économique des Noirs sur celui des Blancs, et une ségrégation de fait subsiste dans la société étatsunienne.

« Séparés mais égaux »

La guerre de Sécession (1861-1865) oppose les États du Sud, contrôlés par des Blancs esclavagistes, aux États du Nord, où domine le Parti républicain qui est abolitionniste (aux motifs humanitaires s'ajoute une raison économique : en pleine industrialisation°, le Nord manque de main-d'œuvre et souhaite pouvoir attirer les Noirs du Sud dans ses usines). La victoire du Nord entraîne l'adoption du 13^e amendement à la Constitution fédérale qui supprime l'esclavage, tandis que le 15^e amendement (1870) accorde le droit de vote aux Noirs. Les États du Sud profitent de la liberté qui leur est laissée par le régime fédéral et introduisent des clauses excluant de la vie politique la quasi-totalité des Noirs (par exemple la « clause du grand-père » : il faut avoir eu un grand-père électeur

pour pouvoir voter). Aux exactions racistes du Ku Klux Klan^o et à la domination économique s'ajoute la ségrégation : Blancs et Noirs sont séparés dans les transports en commun, et doivent fréquenter des écoles, des églises, des salles de spectacle, des restaurants différents. La Cour suprême ferme les yeux pour éviter les conflits avec le Sud. Elle légalise même la ségrégation en 1896, avec l'arrêt *Plessy contre Ferguson*, ce qui débouche sur la doctrine *separate but equal* (séparés mais égaux). Les États du Sud accentuent la ségrégation, maintenant les Noirs aux marges de la société. Au début du XX^e siècle, les possibilités d'emploi se réduisent au Sud alors que le Nord manque de travailleurs non qualifiés. Les Noirs migrent en masse du Sud rural vers les villes du Nord ; cette « grande migration » est amplifiée par la Première Guerre mondiale^o, beaucoup de Blancs partant pour le front européen, puis par la croissance économique des années 1920. Même si la discrimination n'est pas institutionnalisée dans les métropoles du Nord, les Noirs y subissent le racisme^o et se regroupent dans certains quartiers (comme Harlem et Peter Stuyvesant à New York ou South Side à Chicago). La « question noire » concerne désormais l'ensemble du pays ; les émeutes raciales aussi : dès l'été 1919, des émeutes enflamment plusieurs grandes villes, notamment Chicago et Washington. Pourtant la condition des Noirs aux États-Unis ne connaît pas d'avancée importante jusqu'à la Seconde Guerre mondiale^o (le *New Deal*^o de F.D. Roosevelt^o ne s'attaque pas à la question), même si l'émergence du blues et du jazz^o à cette période leur permet une certaine reconnaissance dans le domaine culturel, tandis qu'une prise de conscience « ethnique » se développe.

La déségrégation et ses limites

Le besoin de main-d'œuvre et de soldats au cours de la guerre, et la montée de la protestation noire, infléchissent la politique de ségrégation. Après l'armée qui décide en 1948 la déségrégation, la Cour suprême rend en 1954 un arrêt (*Brown contre Bureau d'éducation de Topeka*) qui rend anticonstitutionnelle la ségrégation dans le domaine de l'éducation, et le Congrès vote en 1957 une loi visant à permettre effectivement aux Noirs de voter. Le mouvement non-violent de désobéissance civile initié par le pasteur Martin Luther King^o en 1955 pour hâter la mise en place d'une véritable égalité, autant que les mesures fédérales, rencontrent une violente résistance dans les États du Sud, ce qui stimule à la fin des années 1960 un activisme noir extrémiste (*Black Muslims* de Malcolm X, puis *Black Panthers*) qui lutte non plus pour les droits civiques mais pour le « pouvoir noir » (*Black power*). La ségrégation raciale, particulièrement dans le domaine de l'éducation, prend fin aux États-Unis dans les années 1970. Toutefois, la sous-représentation des Noirs dans l'électorat, parmi les élus, dans les

professions socialement prestigieuses, et leur surreprésentation parmi les chômeurs et la population carcérale, témoigne d'une ségrégation de fait qui donne lieu, à partir de 1965 (sous la présidence de Johnson^o), au *redistricting* (découpage électoral visant à favoriser l'émergence d'élus issus des minorités ethniques) et surtout à une politique de quotas : l'*affirmative action* – initiée sous Johnson mais développée dans les années 1970 – qui assure un traitement préférentiel pour l'entrée à l'université ou dans les administrations aux minorités (Noirs, mais aussi Hispaniques, Amérindiens) et aux femmes^o. Remise en cause par la majorité républicaine dans la deuxième moitié des années 1990 (ainsi que le *redistricting*), on lui substitue des critères d'admission tenant compte des handicaps socio-économiques. Au début du XXI^e siècle, s'il est vrai qu'il existe une bourgeoisie noire (environ 10 % de la communauté), une forme de ségrégation économique et sociale touche encore la majorité des Afro-Américains : ainsi, en 2004, le taux de chômage des Noirs est le double de celui des Blancs.

Agriculture

Malgré l'augmentation de la population mondiale au XX^e siècle (d'1,5 à 6 milliards d'hommes), la production agricole est aujourd'hui théoriquement suffisante pour satisfaire les besoins planétaires. L'accroissement de la production s'est accompagné de mutations profondes du secteur agricole, qui reste un élément clef de l'économie mondiale.

Les révolutions agricoles et leurs limites

En Occident, l'agriculture connaît, à la fin du XIX^e siècle, une transformation qui s'inscrit dans le contexte de l'industrialisation^o. L'utilisation de machines (batteuses, lieuses, semoirs) à traction animale, puis motorisées (le premier tracteur français date de 1903), les applications de la chimie à l'agriculture (engrais, pesticides, herbicides), la modernisation des transports (chemin de fer) et l'invention de la réfrigération permettent l'augmentation des rendements et transforment la géographie agricole, provoquant un recul de la polyculture et la mise en place de spécialisations régionales (aux États-Unis, les « ceintures » (*belts*) agricoles se dessinent – *Cotton Belt* dans le Sud-Est, *Wheat Belt* et *Corn Belt* dans les Grandes Plaines, *Dairy Belt* dans la région des Grands Lacs par exemple ; en France, la céréaliculture s'impose sur les plateaux limoneux, tandis que la viticulture s'étend dans le Languedoc).

Dans un premier temps, ces progrès ne se diffusent guère hors de l'Occident. Durant les années 1950-1970, la situation alimentaire dans le tiers-monde^o est

dramatique. La « révolution verte » permet cependant de combattre la faim^o : utilisation de variétés de céréales hybrides à hauts rendements, perfectionnement des techniques d'irrigation, usage de produits chimiques améliorent les performances agricoles, notamment en Chine et en Inde, éloignant le spectre de la famine, et démentent les prévisions pessimistes de certains économistes, comme Myrdal (*Le Drame de l'Asie*, 1971). La révolution verte, malgré les efforts de la FAO^o, pénètre plus difficilement en Afrique, même si certains pays, comme le Kenya, améliorent leur agriculture. Ainsi, malgré les progrès, il existe encore dans le monde des agricultures à plusieurs vitesses.

À l'heure actuelle, les contrastes demeurent, en termes de productivité (un Étatsunien produit en moyenne 100 fois plus qu'un Chinois) ou de rendement à l'hectare (la France produit 74 quintaux de blé, la Chine 38, et l'Éthiopie 13). Des différences sont repérables à une échelle plus fine : en Amérique centrale, on trouve des petites exploitations peu rentables, tournées vers les cultures vivrières (maïs, haricot, igname), des exploitations moyennes produisant du café qui parviennent à dégager quelques bénéfices, et de grandes plantations bananières très rentables, contrôlées par des intérêts étatsuniens et tournées vers l'exportation. Aux États-Unis mêmes cohabitent une agriculture capitaliste, opérée par de grandes firmes structurées comme des compagnies industrielles qui exploitent d'immenses surfaces (agrumes en Floride, viticulture californienne) ou pratiquent l'élevage intensif (*feed lots* texans), et des micro-exploitations dont les propriétaires survivent en exerçant une seconde activité (situation fréquente dans le « Vieux Sud ») et grâce aux subventions publiques, comme on en trouve également en Europe et au Japon.

L'intervention de l'État

Dès le XVIII^e siècle, des gouvernements protègent ou stimulent l'agriculture, mais l'intervention directe de l'État dans l'agriculture se renforce au XX^e siècle. 35 pays ont mené des réformes agraires en remodelant les structures foncières, avec des objectifs divers : promouvoir l'individualisme paysan (Russie, 1906), créer des coopératives paysannes (Mexique dans les années 1910-1920, *kolkhozes* soviétiques), étatiser l'agriculture (*sovkhozes* sous Staline^o, nationalisation de l'agriculture par Castro^o), démanteler les domaines latifundiaires et promouvoir la petite propriété paysanne (Europe du Sud, Amérique latine dans les années 1950-1970). D'ampleur inégale (radicales en URSS et à Cuba, partielles au Venezuela et au Brésil), ces réformes connaissent des réussites variables et certaines avortent du fait de l'opposition des forces conservatrices (Guatemala, Chili). Outre l'intervention sur les structures, l'État a cherché à influencer sur la production. Le fascisme^o italien, en 1927, engage la

« bataille du blé », dans le cadre de la recherche de l'autarcie, puis lance un programme de bonification de terres incultes, avec l'objectif, finalement atteint, d'augmenter la production. Les États-Unis connaissent au contraire depuis 1921 une surproduction qui entraîne une chute des revenus agricoles. L'*Agricultural Adjustment Act* inclus dans le *New Deal*^o de F.D. Roosevelt^o (1933) subventionne les agriculteurs qui réduisent leur production et organise un système de crédit pour limiter l'endettement paysan. L'AAA inaugure une politique qui se prolonge après 1945. En Europe, des politiques de soutien à l'agriculture apparaissent, dans l'Allemagne nazie et en France, où le Front populaire^o crée en 1936 un Office national régulant le marché du blé. Cette politique est poursuivie par Vichy^o et après 1945 : les structures de production se modifient sous l'impulsion de l'État. La modernisation engagée dans les années 1950, qui s'accompagne d'une concentration des exploitations et accentue l'exode rural, est l'un des traits essentiels des trente Glorieuses^o. La PAC^o prend le relais en 1962 à l'échelle européenne. Dans la CEE^o, la productivité augmente sensiblement, et à la pénurie des années 1950 succède, dans les années 1970-1980, le problème de la surproduction (surtout pour le sucre, le lait, le beurre), qui conduit à la refonte de la PAC engagée au début des années 1990. À l'objectif productiviste initial se substitue une recherche de la qualité (accentuée par des affaires comme celle de la « vache folle »), qui s'accompagne d'une diminution des subventions, inscrite par ailleurs dans le cadre de la progressive libéralisation de l'agriculture au niveau mondial. L'agriculture est en effet au cœur des débats commerciaux internationaux (au GATT^o puis à l'OMC^o) et la mondialisation^o pousse aujourd'hui au démantèlement des systèmes d'aide aux agriculteurs dans les pays développés. Cette libéralisation ne s'opère cependant que lentement, en raison de la résistance des *lobbies* agricoles, en Europe comme aux États-Unis, et de l'importance stratégique de l'agriculture.

Un secteur clef de l'économie mondiale

Si l'agriculture ne pèse plus qu'environ 3 % des emplois ou du PIB dans les États développés (dans les pays les moins avancés, elle reste souvent le principal secteur de l'économie), elle garde un rôle majeur en Occident, car elle se trouve au cœur de l'*agribusiness* qui représente près de 20 % de l'emploi et du PIB, en amont de la production agricole (production de machines agricoles, d'engrais, de pesticides) comme en aval (transformation des produits agricoles par les industries agroalimentaires). Des firmes multinationales^o parmi les plus importantes du monde (Philip Morris, Danone, Nestlé) opèrent dans ce domaine. Par ailleurs, l'exportation de produits agricoles contribue de façon substantielle à la balance commerciale de certains pays, notamment la France ou les États-Unis.